



Le spectre de Versailles

La conférence qui a mis fin à la Première Guerre mondiale a été suivie d'une phase de repli sur soi, un peu comme aujourd'hui

Barry Eichengreen

Le Premier ministre français, Georges Clemenceau, le président américain Woodrow Wilson et le Premier ministre anglais, David Lloyd George, après avoir signé le traité de Versailles, à l'issue de la Première Guerre mondiale.



PHOTOS: GETTY IMAGES / HULTON-DEUTSCH COLLECTION, ISTOCK / MALUA

Le 29 juin 1919 était signé le traité de Versailles, qui mettait officiellement fin au premier conflit mondial. Il n'y a pas lieu de célébrer le centième anniversaire d'un traité qui a échoué à ce point à atteindre ses objectifs : il n'a pas scellé de paix durable, ni ouvert une ère de prospérité en Europe ou dans le monde, ni créé de cadre institutionnel permettant de régir efficacement les relations économiques et politiques internationales.

Son échec a été si complet qu'une approche radicalement différente a été adoptée après la Seconde Guerre mondiale, fondée sur un leadership américain plus énergique et la construction d'institutions globales en Europe et dans le monde. Pendant le troisième quart du XX^e siècle, cette réorientation a débouché sur la croissance économique la plus rapide jamais enregistrée dans les pays industrialisés.

Mais les souvenirs s'effacent, et il n'est pas exagéré d'affirmer que nous répétons les erreurs de Versailles. À l'époque, les États-Unis avaient participé aux négociations, puis s'étaient largement désintéressés des résultats. Ils avaient refusé d'adhérer à la Ligue des Nations, étaient restés plutôt en retrait lors de la conférence organisée à Gênes en 1922 pour renforcer le système monétaire et financier international, n'avaient pas soutenu les efforts de la Ligue pour négocier une trêve tarifaire et choisi la provocation en relevant leurs droits de douane en 1923 et 1930. Ils n'avaient pas annulé les dettes de guerre de leurs alliés européens, compliquant ainsi le casse-tête des réparations allemandes.

Éviter les complications

Cette période de repli était une réaffirmation du vieux courant isolationniste caractérisant la pensée politique américaine et remontant au célèbre pamphlet de 1776, *Le Sens commun*, où Thomas Paine critiquait les alliances « empêtrantes ». Comme l'Europe était à près de 4.000 kilomètres de distance, les dirigeants américains croyaient pouvoir éviter de se mêler des affaires du continent. Les États-Unis n'ont participé à la Première Guerre mondiale qu'après l'attaque de certains de leurs bateaux par des sous-marins allemands, attaque qui rendait intenable leur longue politique de neutralité. Après la guerre, le pays a fui tout rapprochement en levant de nouveaux droits de douane et en adoptant une législation restrictive dans le domaine de l'immigration.

Les similitudes avec les politiques actuelles des États-Unis en matière de douanes et d'immigration sont évidentes.

Ce sont aussi les mêmes facteurs qui nourrissent aujourd'hui les tendances isolationnistes du pays. Les

années 20, tout comme le début du XXI^e siècle, étaient une période de changements économiques rapides, et il était tentant pour ceux qui se sentaient laissés pour compte d'accuser les étrangers et de réclamer l'instauration de droits de douane. Il y a un siècle, il s'agissait des paysans, en particulier des céréaliers, qui subissaient les effets de l'expansion des superficies cultivées en Argentine, au Canada et ailleurs. La loi Smoot-Hawley de 1930 avait initialement été conçue pour protéger les agriculteurs américains des importations bon marché. En réalité, le bas niveau des prix agricoles aux États-Unis s'expliquait plus par la mécanisation que par la concurrence des importations. Mais il était plus facile d'accuser les étrangers que de tourner le dos au progrès technique.

De nos jours, l'inquiétude est liée au recul de l'emploi manufacturier plutôt qu'agricole, et le coupable n'est plus le tracteur mais le robot. Mais la réaction politique est identique.

Quotas d'immigration

Comme aujourd'hui, la tournure isolationniste prise par la politique de l'époque était traversée par un courant identitaire. Majoritairement protestants, les premiers immigrés, originaires des îles britanniques et de Scandinavie, avaient peur de l'immigration en provenance d'Europe du Sud et de l'Est, dont les populations étaient essentiellement catholiques. En 1921, le procès retentissant et la condamnation pour meurtre de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, deux anarchistes d'origine italienne, avaient été le symbole de la suspicion dont les nouveaux immigrés faisaient l'objet. D'ailleurs, les quotas de la loi sur l'immigration de 1924 n'étaient pas des pourcentages des populations de l'époque, mais de divers groupes présents en 1890, avant l'arrivée d'une grande partie des nouveaux immigrés. Les difficultés économiques ont renforcé l'hostilité vis-à-vis des immigrés à la peau plus foncée parlant une autre langue et pratiquant une autre religion, notamment durant le Rapatriement mexicain, entre 1929 et 1936, quand pas moins de 2 millions de Mexicains et d'Américains d'origine mexicaine ont été déportés.

Par conséquent, les tendances isolationnistes habitent en permanence le corps politique américain, mais elles sont particulièrement puissantes lorsque les bouleversements économiques et les questions d'identité se télescopent, comme dans les années 20 et comme à l'heure actuelle.

L'autre erreur fondamentale commise à Versailles avait été d'empêcher les puissances montantes de s'asseoir autour de la table. L'Allemagne avait été exclue de la Ligue des Nations jusqu'en 1926, et son armée soumise



Les délégués prennent place à la séance d'ouverture de la conférence de paix de Paris, en 1919.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que nous répétons les erreurs de Versailles.

à des restrictions indéfinies. Son autonomie économique était limitée, en particulier par l'interdiction de former une union douanière avec l'Autriche. Ces sanctions ont alimenté un nationalisme destructeur qui a entraîné l'effondrement de la République de Weimar.

Paix séparée

La Russie affaiblie avait négocié une paix séparée avec l'Allemagne en 1918. Bien que les représentants du Conseil provisoire de Russie, antibolchévique, aient assisté aux négociations de Versailles, les bolcheviks en avaient été exclus. À sa création, en 1922, l'Union soviétique n'était donc pas en position de participer à la reconstruction du système international. Le nouvel État soviétique avait fini par rejoindre (temporairement) la Ligue des Nations en 1934. Entre-temps, l'URSS avait été de fait tenue à l'écart des accords économiques et financiers occidentaux, ce qui avait créé les conditions d'une partition de l'économie mondiale — et du monde — entre bloc soviétique et bloc de l'Ouest.

Aujourd'hui, la Chine cherche activement à se faire une place sur la scène mondiale. Va-t-elle exercer son influence à travers les institutions multilatérales existantes, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ou se servir de ses propres instruments, comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ou la Nouvelle Route de la soie, pour étendre son influence économique et politique dans le monde entier ? Si elle investit et fournit son assistance par le biais du FMI et de la Banque mondiale, elle sera soumise aux contraintes institutionnelles existantes, et d'autres membres pourront contrebalancer son influence. Dans le cas contraire, elle sera plus libre d'agir comme bon lui semble. La réticence des États-Unis et d'autres pays à lui donner plus de pouvoir au sein des institutions de Bretton Woods accroît ce risque.

L'échec du traité de Versailles nous rappelle que la puissance dominante doit impérativement être à la manœuvre pour créer les conditions de la stabilité au moyen de diverses alliances et institutions, mais qu'il faut aussi veiller à ce que les puissances émergentes y participent de manière constructive. Pour l'heure, les États-Unis semblent avoir oublié ces leçons du passé. La politique américaine a connu d'autres accès d'isolationnisme par le passé. Il reste à savoir si l'amnésie sera temporaire ou durable. **FD**

BARRY EICHENGREEN est professeur d'économie et de sciences politiques à l'université de Californie, à Berkeley. Il a publié tout dernièrement *The Populist Temptation: Economic Grievance and Political Reaction in the Modern Era*.